



Rapport sur la série d'ateliers

Opportunités, défis et approches pour la mise en œuvre du nexus HDP au niveau national

Octobre/novembre 2023

Bref résumé général

En automne 2023, le Centre pour les opérations internationales de paix (ZIF) a organisé une série d'ateliers en trois parties sur la mise en œuvre du nexus HDP au niveau national. Plus de 30 représentants de 25 organisations allemandes qui mettent en œuvre l'aide humanitaire, la coopération au développement et les activités de paix sur le terrain ou qui effectuent des recherches dans ce domaine ont participé aux deux premières parties de l'atelier. Des organisations non gouvernementales (ONG), la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), des fondations et des think tanks étaient présents. L'objectif de la série d'ateliers était de créer un espace d'échange d'expériences entre les acteurs allemands sur les opportunités, les potentiels et les défis de la mise en œuvre de l'approche HDP Nexus au niveau national. Sur la base des expériences, les participants ont élaboré des recommandations concrètes pour l'opérationnalisation du Nexus HDP, qui s'adressaient aussi bien aux organisations elles-mêmes qu'aux unités Nexus compétentes au sein du ministère des Affaires étrangères (AA) et du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

Les résultats et les recommandations concernant les domaines thématiques de la localisation, de la paix, de la coordination et du financement dans le Nexus du HDP ont été présentés le 23 novembre aux collaborateurs de l'AA et du BMZ dans le cadre d'une troisième partie de la série d'ateliers. Le présent rapport donne un aperçu des recommandations élaborées et des premières réactions des ministères concernés.

En se basant sur la collaboration fructueuse dans le cadre de la série d'ateliers, le ZIF souhaite initier dans une prochaine étape une communauté de pratique d'acteurs allemands qui s'occupent de la mise en œuvre du Nexus HDP. Ainsi, l'échange mutuel sera poursuivi tous les six mois. Il s'agira également de créer un espace pour l'intégration des perspectives locales. Le ZIF mettra en œuvre cette initiative en 2024 en étroite collaboration avec les organisations et les ministères participants.

Cérémonie de lancement le 19.10.2023

La série de manifestations a débuté par un échange virtuel visant à faire connaissance et à fixer le cadre. Un tableau mural développé par le ZIF, sur lequel tous les participants pouvaient se situer, a servi de base à cet échange. Après une brève présentation des personnes et organisations participantes, Dan Schreiber, ancien expert de l'OCDE, a présenté les points clés de la recommandation du CAD sur le nexus HDP et a donné un

aperçu des progrès réalisés dans sa mise en œuvre. Il a discuté avec les participants des questions relatives aux *approches territoriales*, à la localisation, aux mécanismes de coordination au niveau national et aux conflits d'objectifs entre la revendication multi-acteurs du Nexus du PDH et les logiques d'intervention basées sur des projets. Les participants ont ensuite défini les thèmes suivants pour un travail approfondi en groupes de travail lors de l'atelier principal du 9 novembre : coordination, pilier de la paix, localisation et financement.

Au cours des semaines qui ont séparé la manifestation de lancement de l'atelier principal à Berlin, l'équipe du ZIF a élaboré, en collaboration avec quatre animateurs issus des rangs des participants (Caritas International : localisation, GIZ : paix, Plan International : financement, Welthungerhilfe : coordination), un plan de déroulement méthodique et des aperçus thématiques pour les groupes de travail.

Atelier d'une journée à Berlin le 9 novembre 2023

Au début de l'atelier, des représentants de l'AA et du BMZ ont brièvement présenté les "unités Nexus" nouvellement créées S01 (questions fondamentales de la division S, Nexus aide humanitaire - coopération au développement - promotion de la paix) et G24 (fragilité et Nexus) ainsi que leurs mandats. Ils ont souligné l'importance de l'approche, en particulier dans les contextes de fragilité, et ont également mis l'accent sur la nécessité d'accorder davantage d'attention aux solutions politiques et globales pour les crises de longue durée. Les représentants ont informé les participants que les lignes directrices de crise de 2017, entre autres, seraient révisées en mettant davantage l'accent sur le nexus HDP. Mais ils ont également souligné que de nombreuses questions restaient à clarifier, par exemple en ce qui concerne l'adaptation locale des stratégies (s'éloigner de la focalisation sur la capitale). Les deux unités ont en outre pour mission de renforcer les connaissances et les possibilités d'application de l'approche HDP Nexus au sein de leurs ministères respectifs. Les nouvelles impulsions et les idées concrètes issues de l'atelier, qui pourraient être intégrées dans les futures lignes d'action, ont donc été très appréciées. Par la suite, les participants à l'atelier ont échangé leurs expériences et élaboré des recommandations dans les groupes de travail Coordination, Pilier de paix, Localisation et Financement (voir annexe 1).

Dans le **groupe de travail Coordination**, la discussion s'est principalement déroulée à deux niveaux. D'une part, il s'agissait de la coordination avec les acteurs nationaux et internationaux dans des contextes nationaux spécifiques. D'autre part, le groupe s'est penché sur les types concrets de coopération entre les acteurs allemands, notamment les ONG. Les tensions entre la revendication multi-acteurs du nexus HDP et les logiques d'intervention basées sur des projets ont également été discutées. Les participants ont souligné qu'à moyen terme, la mise en œuvre devrait s'éloigner des "projets" du Nexus HDP pour se concentrer sur des approches multi-acteurs par pays/zone. L'échange d'expériences pratiques a mis en évidence le manque de mécanismes structurants inter-acteurs sur le terrain, qui ne dépendent pas d'initiatives à court terme, mais qui sont conçus pour des processus à long terme et indépendants des projets. Peu d'organisations participantes avaient jusqu'à présent fait l'expérience de processus nationaux de résultats collectifs ou de participation à des structures de coordination Nexus.

Le groupe a élaboré des recommandations sur le renforcement et le financement des mécanismes de coordination, sur les analyses communes, sur la normalisation pour faciliter la programmation inter-acteurs et sur les "outils de coordination" possibles.

Lors de l'échange d'expériences, les participants au **groupe de travail sur le pilier de la paix se sont** accordés à dire que la localisation était essentielle pour le pilier de la paix. Les structures locales doivent être utilisées, car c'est là que se trouvent la plupart des connaissances et de l'expertise sur les approches de paix. Cependant, les organisations, en particulier les acteurs humanitaires, n'ont souvent pas le temps de s'occuper de mesures de paix concrètes, car elles doivent passer d'une situation d'urgence à une autre et mettre en œuvre des mesures d'atténuation à court terme. L'une des questions qui continuent de poser problème est de savoir à quoi ressemblent concrètement les instruments ou les projets du pilier de la paix et ce qui les définit. Il a été discuté qu'il existe des projets dans l'aide humanitaire ou la coopération au développement qui contribuent au pilier de la paix et qui ont un impact sur la paix. Le lien entre le pilier de la paix et le thème de la coordination est également essentiel. La mise en commun des ressources et la conclusion de partenariats stratégiques ont constitué des solutions à bon nombre des défis évoqués. Le thème de la surcharge perçue des organisations, qui repose sur l'impression de devoir couvrir les trois piliers dans leur travail, est revenu à plusieurs reprises. Il a été souligné qu'aucune organisation ne devrait se sentir obligée de mettre en œuvre les trois piliers dans des projets individuels. Au contraire, elles devraient être encouragées à collaborer avec des organisations des autres domaines respectifs du HDP-Nexus afin de mettre en œuvre une approche intégrée du HDP-Nexus (coopération). En outre, des analyses communes du contexte et des conflits seraient nécessaires et devraient être mises à disposition par toutes les organisations. Pour rendre cela possible, il existe toutefois encore de nombreux obstacles qui doivent être éliminés.

Le groupe de travail a élaboré des recommandations concernant une approche plus large de la promotion de la paix (de "Do-no-harm" à "Do-some-good"), le renforcement des acteurs de la paix au sein du nexus du HDP, par exemple par la mise en place d'une expertise ciblée dans les ambassades, et l'intégration des potentiels de paix.

Le **groupe de travail sur la localisation** s'est mis d'accord sur le fait que la localisation devait être considérée comme un thème transversal et que le Nexus du HDP devait être traité essentiellement par des acteurs locaux. Le succès de la localisation dans le Nexus ne peut être évalué qu'en interrogeant directement des acteurs locaux de la société civile¹. Le groupe de travail a donc recommandé d'interroger directement les acteurs locaux de la société civile. Il a également souligné les points forts des acteurs locaux dans le nexus du HDP : leur mandat multiple en tant que huHi, acteurs de la coopération au développement et acteurs de la paix, leur diversité (des acteurs du bien-être établis aux organisations activistes) et l'effet d'intégration qui en découle. Les acteurs locaux de la société civile travaillaient parfois depuis des décennies sur le nexus HDP sans le nommer ainsi. En outre, le groupe a souligné le travail constant et sensible au contexte (application constante du principe "ne pas nuire" pour être en mesure de travailler) ainsi que l'effet à long terme

¹ ONG nationales - celles qui opèrent dans le pays en développement où elles sont basées, qui travaillent dans plusieurs régions subnationales, et qui ne sont pas affiliées à une ONG internationale. ONG locales - celles qui opèrent dans une zone infranationale spécifique, géographiquement définie, sans affiliation à une ONG nationale ou internationale ; ce groupe peut également inclure des organisations à base communautaire (Rapport mondial sur l'aide humanitaire 2016).

grâce à une présence de plusieurs décennies, même indépendamment des décisions des donateurs.

Le groupe a élaboré des recommandations sur le renforcement du rôle des acteurs locaux dans le nexus HDP, sur les tensions entre l'Etat et la société civile ainsi que sur les questions de conformité et les capacités des acteurs locaux.

Le **groupe de travail sur le financement** a permis d'échanger de nombreuses expériences sur la mise en œuvre dans le cadre du Nexus HDP et de discuter des défis à relever. Deux thèmes ont été mentionnés à plusieurs reprises : en premier lieu, il a été souligné que les modalités et les fonds de financement représentaient un grand défi pour tous les acteurs. Le système de financement n'est pas flexible et crée de mauvaises incitations. Le groupe a également constaté que de nombreuses échéances ne sont pas coordonnées entre elles et que le soutien rigide dans le cadre d'un exercice budgétaire atteint ses limites, en particulier dans les contextes fragiles. La question de savoir dans quelle mesure les fonds de financement géographiques présenteraient des avantages par rapport au système de financement existant a fait l'objet d'un débat intense, notamment parce que le système actuel se focalise souvent sur les besoins par le biais d'un financement possible, au lieu de permettre d'agir et de réagir en fonction des besoins spécifiques avec un financement flexible. De nombreuses organisations interprètent les directives de manière flexible afin de rendre possible un travail nexus judicieux. Le manque de coordination a constitué un autre défi et un point de discussion récurrent au sein du groupe. Ainsi, il n'y aurait pas de vue d'ensemble des activités et des activités des organisations (allemandes) dans le domaine du Nexus HDP. Une telle vue d'ensemble permettrait de réduire le travail en double et faciliterait une meilleure collaboration en vue de projets HDP-Nexus. Les participants ont plaidé en faveur de la création d'une plateforme qui consignerait le travail des acteurs, permettrait de créer des synergies, dévoilerait les points de contact et pourrait ainsi contribuer à une meilleure coordination des différents projets.

Le groupe a élaboré des recommandations concrètes sur l'amélioration du financement du Nexus HDP et de la programmation conjointe, ainsi que sur l'approche Nexus Chapeau.

En ce qui concerne l'**évaluation**, les participants ont souligné que le nexus du PDH ne devait pas être une fin en soi. Au lieu de cela, l'accent devrait être mis sur les avantages pour les personnes concernées (et non sur la mise en œuvre d'un concept abstrait, qui a tendance à se situer au niveau macro). Cependant, il n'existe guère d'études scientifiques et d'évaluations d'impact sur le nexus HPD. Il est donc difficile d'évaluer les avantages réels de l'approche. La récente évaluation de l'approche Nexus Chapeau par l'AA et le BMZ constitue une exception bienvenue.

Les participants ont également souligné que la logique compétitive des mandats s'opposait à la coopération au niveau des pays (sur le terrain) et entraînait des frictions inutiles. Des mandats communs, une plus grande transparence dans la sélection et une meilleure planification de la mise en œuvre à long terme dans le nexus du PDH pourraient y remédier. La promotion d'une culture de l'erreur et de l'apprentissage a également été recommandée. Les participants se sont en outre accordés sur le fait que le lien entre le nexus du HDP et la politique étrangère féministe et les approches de transformation du genre devrait être examiné de plus près lors des prochaines étapes.

Les réactions à la série d'ateliers ont été très positives. La diversité des organisations participantes et les formats créatifs, qui ont permis un échange ouvert et constructif, ont été particulièrement appréciés. Les participants ont également suggéré de transformer le format de la série d'ateliers en une communauté de pratique, avec la participation des ministères concernés. En outre, l'idée d'établir une "Nexus-Academy allemande" a été émise afin de permettre à davantage d'acteurs de participer.

Présentation et discussion des résultats et des recommandations le 23 novembre 2023

Le 23 novembre, les résultats et les recommandations ont été présentés aux collaborateurs de l'AA et du BMZ et ont fait l'objet d'un débat. Près de 50 personnes ont participé à cette dernière partie de la manifestation, en présence ou virtuellement. Sept unités différentes de l'AA et du BMZ étaient représentées, ainsi qu'un certain nombre d'organisations qui avaient également participé aux deux premières parties de l'atelier. Après un mot de bienvenue de la directrice du ZIF, Dr Astrid Irrgang, les animateurs des groupes de travail ont présenté les résultats et les recommandations.

Dans une première réaction, les représentants de l'AA et du BMZ ont fait savoir que certains points pourraient être acceptés ou transmis dans les maisons. Il a été convenu, par exemple, que chaque organisation ne devait pas couvrir tous les piliers du Nexus HDP. Une meilleure mise en réseau, analyse, échange et coordination devraient plutôt être le credo. L'importance de la localisation et la mise en œuvre d'une culture de l'erreur ont également été approuvées.

Une autre partie des recommandations reçoit certes l'approbation générale des maisons, mais est (techniquement) plus difficile à mettre en œuvre. Il s'agit par exemple de l'introduction de fonds de soutien géographiques, car aucun titre budgétaire commun n'est réaliste dans un avenir prévisible. Pour une autre partie des recommandations, les ministères ne sont pas d'accord, par exemple en ce qui concerne l'intégration des acteurs de la société civile ou des acteurs humanitaires dans les formats de consultation internes au gouvernement. De plus, les capacités de nombreux collaborateurs, tant en Allemagne que dans les ambassades, sont fortement sollicitées, ce qui rend irréaliste la création d'organes de concertation supplémentaires ou autres. Il serait plutôt possible d'adapter les plateformes de discussion existantes".

Les ministères ont souligné que tant l'unité S01 que l'unité G24 continueraient à contribuer au partage de l'information et au travail de persuasion au sein de leurs propres établissements. Les organisations présentes devraient donc également faire remonter les recommandations directement aux unités nationales.

En conclusion, tant les ministères que les organisations participantes se sont accordés à dire qu'il serait très utile de poursuivre les échanges dans le cadre d'une communauté de pratique. Une prochaine étape immédiate pour ce groupe consistera à établir des priorités et à concrétiser les présentes recommandations.

les annexes :

1. Résultats et recommandations du 9.11.
2. Liste des participants

Annexe 1 : Résultats et recommandations des groupes de travail

Groupe de travail "Coordination"

Mécanismes de coordination

K1. La coordination nécessite du temps et des capacités : renforcer les capacités de coordination sur le terrain

- Appropriation : renforcer les capacités de coordination des gouvernements (nationaux / locaux), par exemple au niveau du gouvernement local pour une coordination *territoriale* qualitative.
- Renforcer les forums nationaux d'ONG et promouvoir une participation active aux mécanismes de coordination (*voir aussi GT Localisation*)
- Renforcer les capacités dans les ambassades allemandes :
 - Renforcement des capacités dans les ambassades, par exemple par le biais d'équipes Nexus dans les ambassades (conseillers pour la coopération économique, pour l'aide humanitaire (HuHi), pour la stabilisation).
 - Sur le terrain, les ambassades devraient encourager les acteurs allemands à s'impliquer activement dans les processus de résultats collectifs ou les mécanismes de coordination Nexus.

K2. La coordination a un coût : financer une meilleure coordination qualitative sur le terrain

- Renforcement des capacités organisationnelles (par ex. par un soutien financier / personnel des structures de secrétariat)
- Créer des capacités pour la documentation qualitative, la modération, l'échange, la langue et la transparence de la communication

Analyse et programmation conjointes

K3. Analyse commune ou partage d'études et d'analyses (Peace and Conflict Assessments (PCA), Gender etc.)

- Créer un portail ouvert financé par l'Allemagne pour des analyses communes afin de renforcer les synergies

K4. Pour faciliter la programmation multi-acteurs : la normalisation

- Les partenaires de mise en œuvre peuvent accroître l'interopérabilité mutuelle en utilisant des modèles et des documents communs, et en alignant les systèmes informatiques et comptables, etc. Il serait également souhaitable de conclure des accords de coopération standardisés entre les organisations.
- Les ministères peuvent soutenir la normalisation en harmonisant les périodes de rapport et de remise des différents instruments.
- Les demandes et les rapports devraient également pouvoir être présentés en anglais ou en français afin de faciliter la coopération avec les acteurs internationaux et locaux.

K5. IT for Coordination : cartographies et outils de visualisation

- Les cartographies sont considérées comme la meilleure pratique / base pour la concertation et la planification ainsi que pour la *coordination basée sur la zone* ; exemples : Yémen, Cameroun, RD Congo ; mais jusqu'à présent, chaque pays conçoit ses propres systèmes (souvent très coûteux).
 - Les ministères pourraient financer le développement d'un outil de cartographie simple qui pourrait ensuite être utilisé dans différents contextes.
- Utilisation accrue d'autres outils de visualisation tels que les tableaux muraux ou autres.

Groupe de travail "Colonne de la paix

Définir plus largement la promotion de la paix

Do no harm est considéré comme un standard minimal et de nombreux acteurs mettent également en œuvre une programmation sensible aux conflits. Mais la promotion de la paix va plus loin et devrait aussi être pensée plus largement dans le nexus HDP et les potentiels de paix devraient être identifiés (Do-Some-Good). Mais aussi clarification des attentes : Chaque acteur ne doit pas nécessairement servir tous les piliers !

- P1.** Renforcement de la complémentarité entre les acteurs H-D-P, création d'incitations à la coopération (*voir le groupe de financement de l'appel à propositions*), exploitation des avantages comparatifs des différentes organisations.
- P2.** S'il n'y a pas de capacités et d'expertise dans une organisation pour le travail de paix, promouvoir la coopération stratégique pour P (travail de paix) ("Doing what we do best" - retour aux compétences de base et aux compétences des partenaires), *recours à des projets de consortium ou à des mandats complémentaires*.
- P3.** Une meilleure articulation (éventuellement plus efficace) des approches/instruments existants grâce à une vision holistique de ceux-ci, dans le but d'améliorer la connectivité. Les interfaces peuvent être identifiées, entre autres, entre les approches suivantes :
 - Coopération au développement (CD), Peacebuilding Fund
 - approches spécialisées sur la cohésion sociale, la justice transitionnelle, le traitement du passé
- P4.** Renforcer l'engagement en faveur de solutions politiques aux conflits violents (piste 1) et, à cet égard, créer des liens systématiques avec les mesures du Nexus HDP (par exemple, les mesures de coopération au développement).
- P5.** Encourager davantage les échanges techniques entre les acteurs H-D-P sur le contenu du volet paix et les instruments/approches utilisés dans ce cadre.
- P6.** La dynamique des processus (efforts de paix) ne doit pas être ralentie et/ou freinée en raison de longues concertations et d'efforts de coordination au niveau supérieur ; la rapidité et la flexibilité au niveau local sont essentielles, en particulier dans des contextes de crise.

Renforcer les acteurs de la paix dans le nexus HDP

Les acteurs de la paix sont souvent peu ou pas représentés dans les mécanismes de coordination (cf. clusters, groupes de travail sectoriels, équipe nationale des Nations unies, etc.)

- P7.** Promouvoir la visibilité et l'acceptation des aspects civils du maintien de la paix afin de réduire les craintes et de renforcer la coopération.
- P8.** Renforcement des capacités gouvernementales et/ou de la société civile pour la coordination avec les acteurs de la paix, en complément du système de clusters et du coordinateur résident des Nations unies, en fonction du contexte.
- P9.** Renforcer les capacités de paix (et le triple nexus en général) dans l'ambassade afin de reconnaître/identifier, coordonner et financer les potentiels (*voir aussi GT Coordination*)
- P10.** Les titres de financement dans les unités S03+S04 (AA) et le service civil pour la paix (BMZ) devraient être pris en compte dans la coordination du Nexus en tant qu'éléments clés du financement allemand de la promotion civile de la paix.
- P11.** Les acteurs et les approches/mécanismes de paix locaux devraient être impliqués en priorité et bénéficier d'une plus grande attention dans le volet paix du Nexus du PDH. Les approches ascendantes devraient être renforcées en tant que pont entre les connaissances locales essentielles (contexte et conflit) et les interventions/mesures internationales pour une promotion réussie de la paix, par

l'intégration active de leur expertise, de leur financement et de leurs efforts de coopération.

Paix Potentiels du mainstreaming :

- P12.** Promouvoir l'intégration des approches "Do-Some-Good" en intégrant le potentiel de paix dans les directives des donateurs, le renforcement des compétences et le financement (*voir recommandation du GT Financement*).
- P13.** Créer des incitations et supprimer les obstacles pour des analyses communes (acteurs H-D-P) et régulières des conflits. (Coordination et financement par la fonction de coordination dans l'ambassade, voir point ci-dessus)
- P14.** Les analyses communes du contexte et des conflits entre les acteurs H-D-P, qui sont à la base de la conception du projet, devraient être financées et encouragées par des incitations. Dans l'esprit d'une gestion adaptative, de telles analyses devraient également être encouragées et promues en tant qu'élément régulier de la mise en œuvre du projet/programme.

Groupe de travail "Localisation

Utiliser les forces des acteurs locaux dans le Nexus

- L1.** Promouvoir une implication inclusive des acteurs locaux de la société civile à tous les niveaux de décision (stratégique, conceptuel, opérationnel, financier) (*ici lien vers Coordination*), en particulier dans le contexte d'un État fragile.
- L2.** Jusqu'à présent, les acteurs locaux de la société civile sont principalement impliqués au niveau opérationnel (en tant que responsables de la mise en œuvre). Ils restent marginalisés dans les processus stratégiques (dans les dialogues entre donateurs, les Humanitarian Country Teams (HCT) dans la coopération au développement, les négociations gouvernementales et la planification des programmes). Une participation proportionnelle permettrait de garantir la participation.
- L3.** Les acteurs locaux de la société civile doivent avoir le droit et la possibilité de fixer des limites, en particulier lors du passage d'un contexte humanitaire à un contexte de développement (dans lequel les partenariats ne sont souvent pas poursuivis de manière linéaire). Lors du changement d'organes décisionnels (de HCT/clusters vers des négociations dirigées par le gouvernement) et des projets qui en résultent, les preuves sont souvent ignorées et la perspective locale est marginalisée par rapport aux intérêts politiques.
- L4.** Une solution possible serait la mise en **place d'organes de contrôle de la société civile** pour les projets Nexus mis en œuvre par des acteurs étatiques, l'ONU ou des ONG, composés d'organisations qui connaissent le contexte HuHi/Zone/paix grâce à des projets antérieurs.

Champ de tensions entre l'État et la société civile : la HuHi organisée par la société civile ainsi que les activités de coopération et de paix organisées par la société civile (par ex. la coopération au développement de l'Église et le service civil pour la paix) ont généralement une compréhension différente de l'interaction entre la société civile et l'État que les activités de coopération et de paix centrées sur l'ONU ou sur l'État. De même, la localisation est souvent comprise différemment (comme empowerment de la société civile dans les mesures organisées par la société civile, comme appropriation par les organes étatiques dans les projets de coopération au développement et de paix centrés sur l'ONU et l'État). La mise en œuvre réussie des projets Nexus implique la reconnaissance du fait que la société civile locale peut et doit contribuer à la création de structures étatiques. La localisation n'est pas une fin en soi, mais doit être considérée comme un moyen de renforcer les structures étatiques dans des contextes fragiles.

- L5. Les donateurs bilatéraux (comme le gouvernement fédéral) doivent clarifier dans quelle mesure ils souhaitent privilégier le soutien de la société civile par rapport à l'État dans les mesures d'aide humanitaire, de coopération au développement et de paix. **Les fonds devraient être utilisés là où ils sont le plus efficaces.** Afin de tenir compte de l'impact positif de la société civile sur le renforcement des structures étatiques dans les contextes fragiles, la part de financement de la société civile devrait augmenter.
- L6. Des ressources doivent être mises à disposition pour permettre aux acteurs locaux de participer aux discussions sur les stratégies d'aide humanitaire, de coopération au développement et de promotion de la paix, par exemple en acceptant un financement indirect plus élevé ou des lignes budgétaires spécifiques à cet effet.
- L7. Les organisations de la société civile doivent être habilitées à interagir directement avec leurs gouvernements. Le **dialogue (qu'il soit stratégique, opérationnel ou financier) devrait moins recourir à l'ONU**, qui intervient souvent au nom de la société civile locale.
- L8. Un soutien équivalent des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux améliore l'impact du Nexus
 - **Le titre d'aide transitoire du BMZ en particulier devrait être largement ouvert aux acteurs de la société civile afin de permettre un impact plus équilibré des projets Nexus.**
- L9. La société civile locale doit être davantage mise en réseau et les synergies/coopérations renforcées afin de réduire la concurrence souvent prédominante et provoquée entre les acteurs locaux en tant qu'implémentateurs pour l'ONU et les OING. Les réseaux locaux d'ONG doivent être respectés et participer aux décisions stratégiques et aux mappings qui/où/quoi concernant le nexus HDP dans leurs contextes.

Conformité et capacités locales : il existe trop de préjugés à l'encontre des acteurs locaux (entre autres manque de neutralité, risques de corruption). L'augmentation du volume des projets et la régionalisation des programmes entraînent des tensions avec les acteurs plutôt locaux/nationaux, voire leur exclusion. Les "acteurs locaux" sont souvent définis de manière différente ou peu claire (étatique ou non étatique, degré d'organisation, "populations affectées" ou organisations/institutions).

- L10. Les projets liés à Nexus peuvent mieux exploiter la diversité des acteurs locaux grâce à une compréhension plus large des acteurs locaux. Des associations caritatives aux groupes d'activistes, divers objectifs de projets peuvent être couverts de manière complémentaire. **L'utilisation des réseaux locaux d'ONG pour l'identification des partenaires**, accompagnée d'une **analyse du paysage des acteurs locaux comme condition préalable aux projets potentiels**, peut permettre de mieux établir des liens avec les partenaires pertinents.
- L11. Conflit d'objectifs Scaling up vs. localisation. Des volumes de projets plus importants ne doivent pas conduire à une marginalisation des acteurs locaux et à une mise en œuvre plus directe des acteurs internationaux. Outre l'acceptation de coûts de coordination plus élevés pour les acteurs localisés, les obstacles bureaucratiques pour l'inclusion des acteurs locaux doivent être réduits et les acteurs locaux doivent être renforcés sur le plan institutionnel afin de pouvoir gérer également des volumes de projets plus importants.
- L12. **Partage ciblé des capacités** sur le Nexus, y compris au niveau local, pour permettre l'apprentissage mutuel. Les acteurs locaux doivent être les principaux acteurs du débat et devraient jouer un rôle de premier plan dans la conceptualisation du Nexus. Une communication directe entre les donateurs et les acteurs locaux est fortement recommandée.

L13. Les acteurs locaux comprennent mieux les besoins réels que les acteurs internationaux, mais ont parfois besoin d'aide pour participer à des discours plus théoriques au niveau international.

Groupe de travail "Financement"

- F1.** Priorités régionales communes et objectifs communs grâce à la coordination entre les acteurs (allemands), en particulier les unités AA S03 et S08, le BMZ, la GIZ et les liens avec la coopération bilatérale ainsi que les échanges avec les ONG.
- Plate-forme d'acteurs pour une vue d'ensemble de "qui fait quoi" avant le dépôt de la demande (facilitation de la coordination)
 - Planification commune trilatérale liée à la crise entre les partenaires de mise en œuvre AA-BMZ
- F2.** Financement flexible et contingent budgétaire (p. ex. 10% pour les crises modifiées) à libre disposition entre H, D et P pour permettre une réaction agile
- Planification basée sur des scénarios (du pire au meilleur), approches stratégiques concernant la réalité de l'augmentation des liquidités et de la baisse des IP et ce que cela signifie pour le financement de D et P
- F3.** Pots de soutien orientés géographiquement plus Performance-based Financing (par ex. selon l'expertise dans le pays, la satisfaction des bénéficiaires, la réalisation des objectifs)
- F4.** Propositions de financement alternatives en interne pour les bonnes idées (HDP-Nexus) (si par exemple AA refuse S03, faire une proposition alternative), donateurs plus proactifs
- F5.** Le droit allemand sur les subventions/les directives sur les subventions doit permettre l'imbrication du HDP au lieu de la délimitation (entre autres pour que le P puisse être pris en compte).
- Le cas échéant, en concertation avec les groupes de travail existants tels que le GT Co-financement et le GT HuHi de VENRO.
 - Il est important de conserver une certaine flexibilité
- F6.** Cycle de planification uniforme avec des délais uniformes
- F7.** Prendre en compte la programmation conjointe dans la planification du financement
- Promouvoir la programmation conjointe par des *appels à propositions* de donateurs axés sur le nexus ; renforcer la programmation en fonction des avantages comparatifs (*ex. Danemark : lors d'un appel à propositions, les acteurs devaient s'organiser entre eux en fonction des avantages comparatifs. La proposition avec le meilleur "fit" a ainsi gagné.*)
 - Dans le cas des consortiums, le financement des dépenses de coordination nécessaires devrait également être pris en compte.
- F8.** Elargir les connaissances sur les différents instruments de promotion des différents types d'acteurs
- Les ministères et les partenaires de mise en œuvre devraient entamer un dialogue sur les synergies et les liens possibles entre les instruments de promotion (par exemple l'approche Nexus Chapeau (ONG) et les mandats complémentaires (GIZ, ONU)).

Approche Nexus-Chapeau

- NC1.** Les ministères et les partenaires de mise en œuvre devraient échanger leurs points de vue sur la possibilité de développer/d'affiner l'approche Nexus Chapeau, notamment en ce qui concerne l'étude Syspons actuellement en cours.
- Par exemple, créer la possibilité d'étendre l'approche à un triple nexus avec un cadre de coopération stratégique avec les acteurs de la paix.
 - Le cas échéant, aller au-delà d'une organisation (idée de consortium) ; encourager les partenariats stratégiques
 - D et P plus clairement représentés (pas seulement l'aide à la transition, également la coopération (bilatérale))
 - Prendre en charge les coûts de coordination (faciliter la création de consortiums, etc.)

Preuves / évaluation

- E1.** Elaboration de critères de qualité pour une bonne coordination :
 - Création d'une grille d'analyse/d'un réseau d'analyse qui prend en compte différents critères dans l'évaluation (cf. rapport de l'UE) comme indicateurs de réussite Nexus
- E2.** Promotion d'études de suivi à long terme/d'évidences (coûts-bénéfices) de la mise en œuvre du HDP-Nexus
- E3.** Les acteurs locaux devraient être impliqués dans la discussion sur la mesure de l'impact. D'une part, pour fixer des normes réalistes pour les projets Nexus potentiels et, d'autre part, pour choisir le bon niveau d'analyse. Les impacts collectifs attendus des projets Nexus sont très probablement plus faciles à mesurer au niveau local.

Autres points

- X1.** Transformer le format de la série d'ateliers en une communauté de pratique (par exemple, avec deux réunions par an), en impliquant les ministères concernés ;
 - Le cas échéant, concrétisation commune des recommandations
 - Extension de la communauté de pratique au niveau local également
- X2.** Réalisation / mise en place d'une "Nexus-Academy allemande" pour permettre à davantage d'acteurs de participer ; le cas échéant, via des multiplicateurs
- X3.** Une logique de mandat compétitive s'oppose souvent à la coopération au niveau des pays (sur le terrain) ou nécessite un contre-pouvoir actif dans les méthodes de travail et les schémas de pensée des différents acteurs, ce qui entraîne des frictions inutiles. Des mandats communs, une plus grande transparence dans la sélection et une meilleure planification de la mise en œuvre à long terme dans le nexus du PDH permettraient d'y remédier.
- X4.** Promouvoir la culture de l'erreur et réduire la concurrence entre les organisations (obstacle à la coordination)
- X5.** Le lien du nexus du HDP avec la politique étrangère féministe et les approches de transformation du genre devrait être inclus dans les prochaines étapes.

Annexe 2 : Liste des participants

1. German Federal Foreign Office
2. Federal Ministry for Economic Cooperation and Development
3. Berghof Foundation
4. Bonn International Centre for Conflict Studies (BICC)
5. Care Germany
6. Caritas International
7. CBM Christoffel-Blindenmission
8. Centre for Humanitarian Action (CHA)
9. Diakonie Katastrophenhilfe
10. Forum Ziviler Friedensdienst (ForumZFD)
11. Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
12. Help – Hilfe zur Selbsthilfe e.V.
13. Hoffnungszeichen
14. International Red Cross Germany (IRC Germany)
15. Johanniter
16. Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)
17. Kindernothilfe
18. Malteser International
19. Misereor
20. Oxfam Germany
21. Plan International Germany
22. Save the Children
23. Stabilisation Platform
24. Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)
25. Syspons
26. Venro
27. Welthungerhilfe
28. World Vision Germany
29. Centre for International Peace Operations (ZIF)